



5 mars 2012

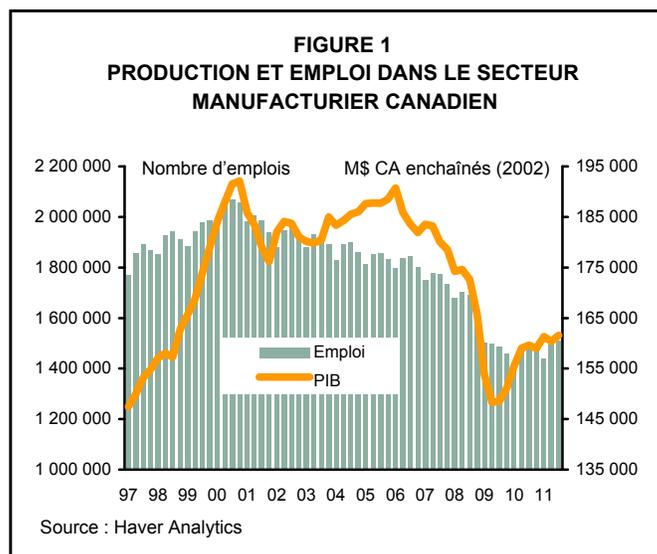
## LE SECTEUR MANUFACTURIER SE REDRESSE MALGRÉ LES OBSTACLES À LA COMPÉTITIVITÉ

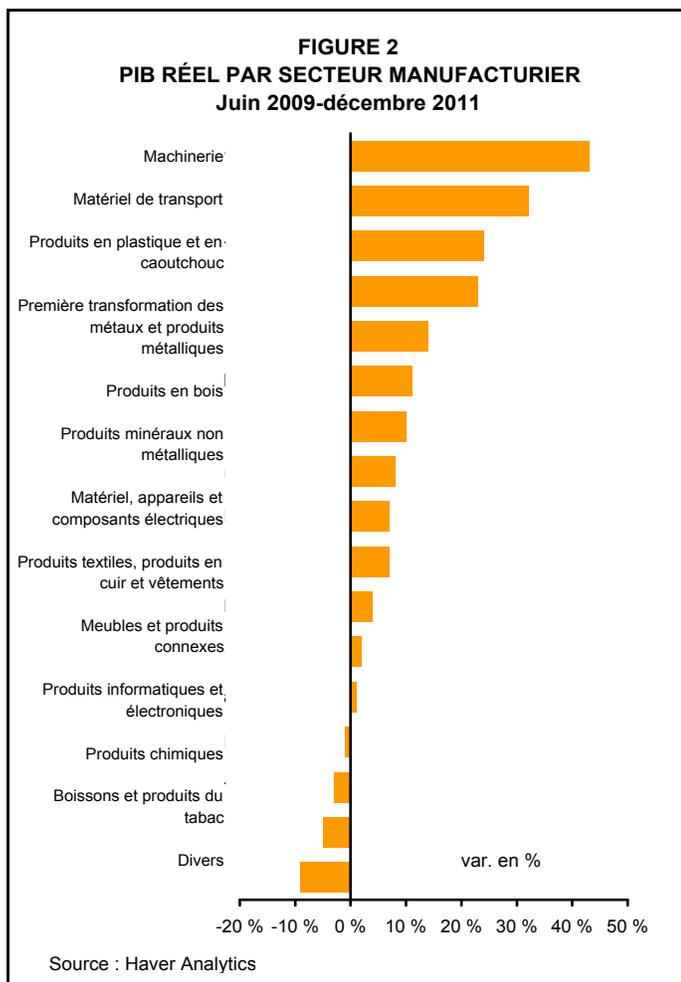
### Faits saillants

- Le secteur manufacturier canadien a connu une solide reprise cyclique au cours des deux dernières années après la récession. Toutefois, il y a eu une certaine divergence entre la production et l'emploi dans le secteur, puisque peu d'emplois ont été créés.
- Même si le secteur continuera à se redresser, sa part dans l'ensemble de l'économie ne devrait pas augmenter beaucoup, du fait que bon nombre des obstacles à la compétitivité qui nuisaient au secteur avant la récession sont encore présents.
- Les manufacturiers doivent agir afin de maintenir et accroître leur part dans l'économie canadienne. Investir dans des méthodes et des technologies novatrices afin d'accroître la productivité et contenir les coûts unitaires de main-d'œuvre aideraient à améliorer leur compétitivité. De même, une plus grande diversification des exportations, en réduisant la part des exportations américaines et en tirant davantage parti d'autres marchés en forte croissance, augmenterait le bassin des acheteurs potentiels des biens produits au Canada.
- La part du secteur manufacturier dans la production et l'emploi totaux du pays devrait demeurer nettement inférieure à ses sommets enregistrés en 2000.

Au cours des derniers mois, les Canadiens ont été bombardés de nouvelles en apparence contradictoires sur l'état du secteur manufacturier. Par exemple, « Le secteur manufacturier s'est fortement redressé depuis la récession », « L'emploi continue de diminuer dans le secteur manufacturier », « Une importante usine ferme et pourrait être réimplantée aux États-Unis ». La présente étude tente de clarifier quelque peu les choses en utilisant les plus récentes données. En bref, ce secteur connaît une reprise cyclique depuis la récession, mais il continue de faire face à d'importants obstacles à long terme.

Le graphique 1 montre l'évolution du secteur manufacturier, de ses sommets de 2000 à ses creux atteints en 2009 lors de la récession, tant pour ce qui est de la production que de l'emploi. Le recul survenu avant la récession a été causé par le fait que bon nombre des conditions qui favorisaient le secteur dans les années 1990 et au début des années 2000, dont un huard situé entre 60 et 70 cents US, de faibles prix de l'énergie et des coûts de main-d'œuvre relativement bas, étaient devenues des obstacles. De même, le resserrement des frontières américaines au cours des dix dernières années a créé d'autres obstacles pour les manufacturiers qui exportent leurs produits aux États-Unis.





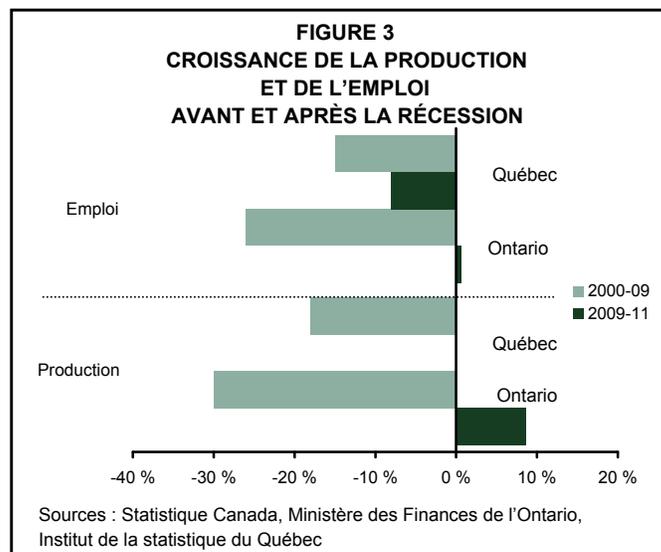
La récession a amplifié la baisse tendancielle de la production et de l'emploi. Toutefois, la production s'est redressée de 13 % depuis le milieu de 2009, comme certains médias l'ont récemment signalé. Comme le montre la figure 2, les sous-secteurs de la machinerie et du transport sont ceux qui ont le plus contribué à la reprise du secteur manufacturier. La machinerie est le seul sous-secteur manufacturier où la production a dépassé ses niveaux d'avant la récession, grâce surtout au bond de 135 % de la production de machinerie dans les domaines de la construction, des mines et des champs pétrolières et gaziers. Le redressement de l'industrie automobile a contribué à la robuste croissance du sous-secteur du transport, puisque la fabrication de véhicules automobiles a bondi de plus de 90 %. En décembre 2011, la production manufacturière était inférieure de 4 % au niveau où elle se situait tout juste avant la récession et sa part dans la production totale se montait à 12,9 %, en baisse par rapport à son sommet de 18 % atteint en 2000.

Malheureusement, l'emploi ne s'est pas aussi bien com-

porté, puisque seulement le tiers des emplois perdus au cours de la récession ont été récupérés. Le nombre d'emplois dans le secteur manufacturier représente actuellement moins de 10 % du nombre total d'emplois, comparativement à un sommet de plus de 16 % en 2000. Par le passé, il existait une solide relation historique entre les variations de la production et de l'emploi dans le secteur manufacturier. Mais, depuis le début de 2000, cette relation est pratiquement inexistante. Cette divergence peut s'expliquer en partie par la réticence des entreprises à embaucher durant la reprise, étant donné la lente amélioration de l'économie américaine – vers laquelle une grande partie des exportations canadiennes sont destinées – et l'énorme incertitude entourant l'économie mondiale. Plutôt que d'accroître leurs effectifs, les entreprises manufacturières ont augmenté la production en recourant au temps supplémentaire, ce qui ne peut durer longtemps en raison des coûts supplémentaires.

Un sous-secteur qui s'est récemment illustré est celui de la fabrication d'aliments, grâce notamment aux abondantes ressources agricoles du pays. C'est le seul sous-secteur manufacturier qui a affiché une croissance durant la récession, ce qui est probablement la raison pour laquelle il n'a pas fortement contribué à la reprise. De plus, il emploie plus de travailleurs que tout autre sous-secteur manufacturier, soit 230 000 personnes. Qui plus est, malgré une croissance nulle de la production durant la reprise, environ le cinquième des emplois créés au cours des deux dernières années dans le secteur manufacturier l'ont été dans ce sous-secteur.

Les provinces du centre du Canada sont celles où l'activité manufacturière a le plus baissé dans les dix dernières années. Bien que la production manufacturière se



soit fortement redressée en Ontario après la récession (alors qu'elle est demeurée stationnaire au Québec), elle demeure inférieure de plus de 20 % à son sommet de 2000, comparativement à 18 % au Québec. L'emploi dans le secteur manufacturier a augmenté en 2011, tandis qu'il a continué de diminuer au Québec. La part du secteur manufacturier dans l'emploi total s'établissait à un plancher record de 12 % dans les deux provinces l'an dernier.

Comme le secteur manufacturier n'a pas encore effacé tout son recul cyclique, le redressement de la production manufacturière devrait se poursuivre. Mais le rythme de la croissance devrait être restreint par les mêmes facteurs qui nuisaient au secteur avant la récession.

### Le huard devrait demeurer à des niveaux élevés

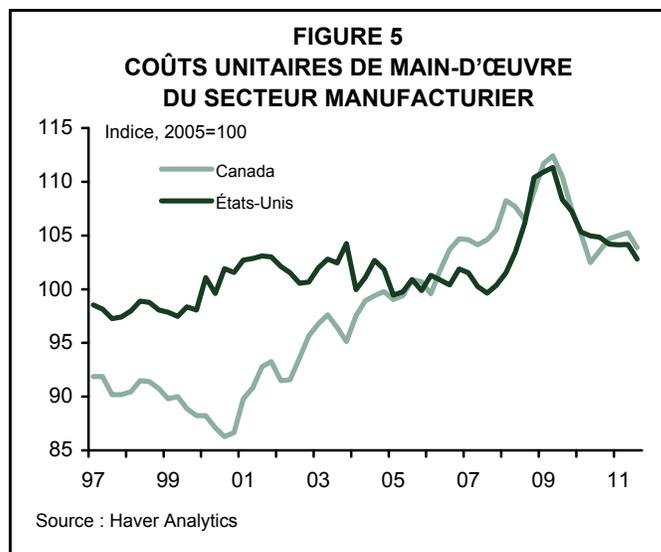
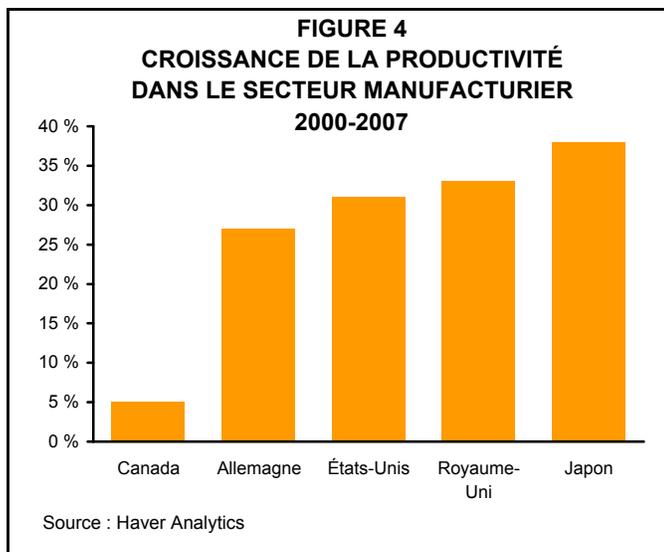
Malgré l'empressement de certains à attribuer tous les problèmes du secteur manufacturier à l'appréciation du dollar canadien depuis 2002, d'autres facteurs ont joué un rôle. Le taux de change demeure néanmoins un important facteur défavorable pour le secteur. Le dollar canadien s'est maintenu entre 90 et 100 cents US depuis le milieu de 2009 et est demeuré dans cette fourchette cette année, du fait que les investisseurs étrangers ont continué d'accroître leurs placements dans les titres libellés en dollars canadiens. Cette fourchette est devenue la nouvelle norme et, à moyen terme, il nous paraît plus probable qu'elle soit franchie vers le haut que vers le bas. En conséquence, après une éclipse durant la récession, on entend de nouveau beaucoup parler du « syndrome hollandais » (selon lequel la monnaie d'un pays producteur de ressources s'apprécie lorsque la demande et les prix des ressources augmentent, ce qui rend ses autres exportations moins concurrentielles). Les manufacturiers ont

ainsi été aux prises à la fois avec un dollar canadien plus fort et une hausse des coûts des intrants, en particulier l'énergie. Bien que de nombreuses entreprises se soient adaptées à un huard plus cher et à des coûts de l'énergie plus élevés, cela limite la compétitivité des manufacturiers canadiens. Ils doivent donc marquer des progrès sous d'autres aspects sur lesquels ils ont davantage de contrôle.

### La hausse de la productivité peut améliorer la compétitivité

Un objectif à long terme souhaitable pour les producteurs serait d'être concurrentiels grâce à des innovations et à une forte valeur ajoutée, plutôt qu'uniquement sur les prix. Toutefois, des prix attractifs sont plus faciles à obtenir à court terme. À son tour, la capacité à offrir des prix plus concurrentiels s'obtient en réduisant les coûts de main-d'œuvre (qu'une entreprise peut contrôler davantage que de nombreux autres coûts) ou en augmentant la productivité. Malheureusement, la croissance de la productivité a représenté un problème pour les manufacturiers canadiens ces dernières années. En effet, comme l'illustre la figure 4, la productivité a augmenté de 5 % dans le secteur manufacturier canadien entre 2000 et 2007, comparativement à environ 30 % dans les autres pays du G7. Après avoir diminué durant la récession, la productivité a connu une belle remontée au Canada, mais sa croissance a été trois fois plus faible qu'aux États-Unis.

Cette croissance plus lente de la productivité fait en sorte que les coûts unitaires de main-d'œuvre sont plus élevés au Canada. Comme le montre la figure 5, ces coûts étaient auparavant beaucoup plus faibles au Canada qu'aux États-Unis. Non seulement cet avantage a disparu, mais il

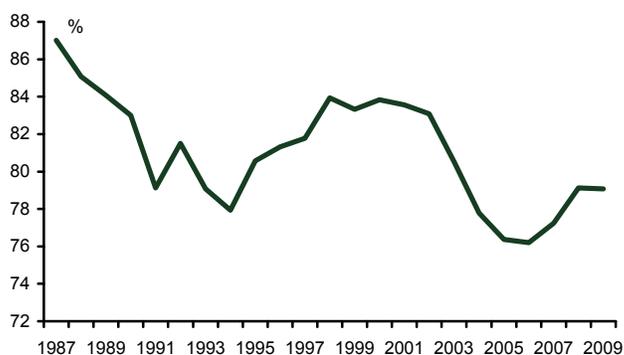


s'est inversé : ils sont maintenant légèrement plus élevés au Canada qu'aux États-Unis. Cette tendance est inquiétante. Comme les coûts unitaires de main-d'œuvre tendent à baisser aux États-Unis et que le dollar canadien risque davantage de s'apprécier que de se déprécier, la position relative du Canada pourrait continuer de se détériorer. De plus, les coûts de main-d'œuvre globaux dans le secteur manufacturier, qui comprennent les salaires, les avantages sociaux et les charges fiscales, sont maintenant plus élevés au Canada qu'aux États-Unis (35,76 \$ contre 34,74 \$)<sup>1</sup>, malgré le système de santé public du Canada. De fait, certaines régions des États-Unis sont devenues plus concurrentielles sur le plan des coûts de main-d'œuvre au point où des sociétés, comme Carisle Companies, prévoient ramener leur production de la Chine aux États-Unis. Ce n'est pas de bon augure pour l'expansion du secteur manufacturier au Canada. Certains signes voulant que des entreprises estiment qu'il est désavantageux de produire au Canada ont déjà commencé à apparaître, Caterpillar ayant récemment fermé une usine en Ontario pour déplacer sa production aux États-Unis.

Le secteur de l'automobile est peut-être celui où les coûts de production au Canada sont les plus chers par rapport à d'autres pays. Les fabricants d'automobiles qui envisagent d'accroître leur capacité de production en Amérique du Nord ou d'y déplacer leur production, afin de réduire leurs coûts de transport et leur risque de change, regardent de plus en plus du côté des États-Unis et du Mexique, plutôt que le Canada, car ces pays sont plus concurrentiels. D'ailleurs, Nissan, Honda et Mazda investissent actuellement au Mexique et Volkswagen prévoit ouvrir une nouvelle usine aux États-Unis ou au Mexique pour construire des voitures Audi, alors que Ford vient tout juste de fermer une usine au Canada. La part du Canada dans la production totale d'automobiles en Amérique du Nord a diminué à 15,8 % en 2011, ce qui est son plus bas niveau depuis 2003. La probabilité que ce pourcentage augmente n'est pas très élevée. Le Canada produit surtout de gros véhicules, car il ne peut produire des véhicules de petite taille avec profit. Comme une grande partie des nouveaux investissements devraient être effectués dans le segment des voitures sous-compactes dans les prochaines années, puisque c'est le segment affichant la plus forte croissance en Amérique du Nord, le Canada sera vraisemblablement laissé pour compte.

Des négociations sont prévues plus tard dans cette année au Canada entre le syndicat et les trois grands fabricants automobiles de Detroit. Des négociations semblables aux États-Unis ont conduit à une structure salariale à deux

**FIGURE 6**  
INVESTISSEMENTS EN MATÉRIEL ET EN  
ÉQUIPEMENT : CANADA PAR RAPPORT AUX É.-U.

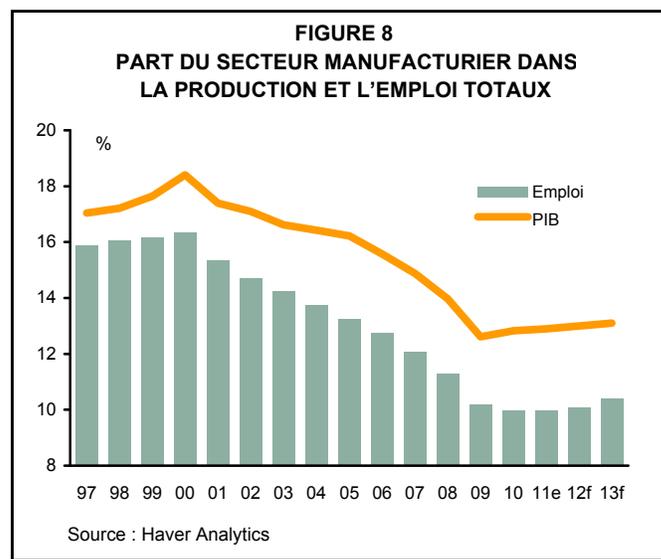
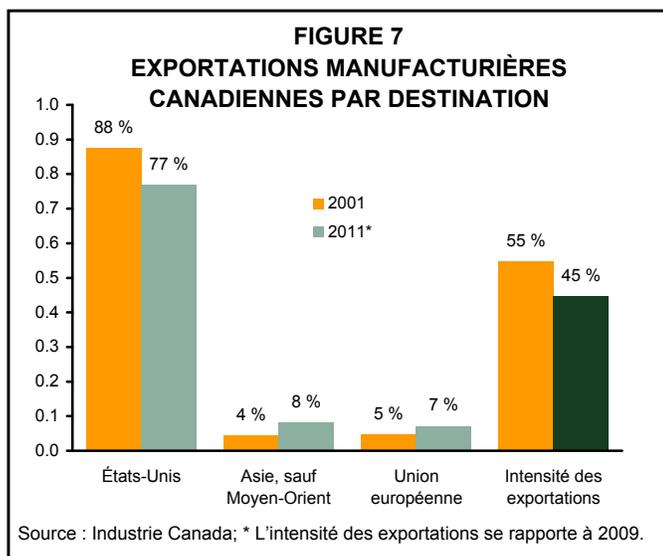


Source : Centre for the Study of Living Standards

catégories, une tactique de plus en plus préconisée par les employeurs pour réduire leurs coûts. Certains médias ont signalé que le syndicat des travailleurs canadiens de l'automobile n'était pas en faveur de cette stratégie.

#### Investir ou régresser

Le Canada doit non seulement attirer de nouveaux investissements, mais aussi conserver sa base manufacturière actuelle. Même si des réductions de coût aideront certainement, les entreprises devront aussi augmenter leur coefficient d'intensité de capital. Les profits des manufacturiers se sont fortement redressés au quatrième trimestre de 2011, après deux trimestres de baisse, et nous prévoyons que cette croissance se poursuivra. De plus, les entreprises disposent d'abondantes liquidités qu'elles pourront utiliser lorsque la conjoncture sera propice. Selon une récente enquête de Statistique Canada, les manufacturiers ont l'intention d'accroître leurs dépenses d'investissement de 6,6 % en 2012, ce qui serait leur plus forte hausse depuis 2000. Les investissements en matériel et en équipement constitueraient un bon domaine dans lequel commencer, étant donné la faible performance des entreprises canadiennes à ce chapitre par rapport à leurs consœurs américaines au cours des 20 dernières années. En effet, comme l'illustre la figure 6, les investissements en matériel et en équipement des sociétés canadiennes ont été nettement inférieurs à ceux des sociétés américaines, ce qui explique une partie de l'écart de productivité. C'est une période particulièrement propice pour investir, étant donné que les taux d'intérêt sont faibles et que la valeur du huard est élevée (une bonne partie du matériel et de l'équipement étant importée). Investir dans la



recherche et le développement, ainsi que dans la formation du personnel, aiderait également à accroître la production et à diminuer les coûts unitaires de main-d'œuvre.

### La diversification des exportations : un travail de longue haleine

Les manufacturiers peuvent aussi améliorer leur situation en diversifiant leur clientèle. Même si, en raison de leur proximité et de leur taille, les États-Unis constitueront toujours un important marché pour les biens fabriqués au Canada, la dépendance à un seul marché peut engendrer des problèmes, en particulier lorsque, comme actuellement, une croissance tout au plus modeste de ce marché est prévue pour les prochaines années. De plus, comme les États-Unis s'efforcent d'établir des ententes de libre-échange avec d'autres pays du monde, le Canada devrait faire face à une forte concurrence lorsque davantage de pays obtiendront le même accès aux États-Unis que celui dont le Canada profite depuis déjà un certain temps.

Les producteurs canadiens devraient s'efforcer de tirer parti d'autres marchés en croissance, pour ne plus être aussi dépendant d'un seul pays. Des progrès ont été accomplis depuis 10 ans (figure 7). En 2001, environ 88 % des exportations manufacturières du Canada étaient expédiées aux États-Unis. Depuis, le Canada a diversifié ses exportations, les États-Unis ne représentant plus que 77 % des exportations manufacturières en 2011. L'Asie et l'Union européenne ont comblé une bonne partie de la différence. Les exportations vers la Chine ont notamment augmenté de plus de 150 % au cours de cette période. De plus, non seulement une plus grande fraction des biens fabriqués au Canada est exportée outre-mer, mais une plus grande portion

est vendue au Canada. En effet, en 2009, seulement 45 % de tous les biens manufacturés ont été exportés, soit 10 % de moins qu'en 2000.

Bien que la dépendance des manufacturiers canadiens à l'égard des États-Unis ait quelque peu diminué depuis 10 ans, une plus grande diversification serait souhaitable. Le gouvernement fédéral cherche à négocier des accords de libre-échange avec plusieurs pays du monde, dont un accord avec l'Union européenne qui devrait être conclu cette année, ce qui permettra d'accroître plus facilement la diversification des exportations. Bien qu'il y ait des gagnants et des perdants, les études montrent que les accords de libre-échange permettent aux deux parties de profiter d'une augmentation de leur productivité, ce qui représente un avantage supplémentaire pour les manufacturiers.

### L'aide gouvernementale devrait être limitée

Les gouvernements peuvent aider le secteur manufacturier de plusieurs autres façons, comme ils l'ont fait ces dernières années. Le gouvernement fédéral a réduit le taux d'imposition des sociétés, le faisant passer de 21 % en 2008 à 15 % en 2012. L'impôt sur le capital a été éliminé en Ontario, ce qui a également été profitable au secteur manufacturier de la province. Toutefois, étant donné leurs niveaux d'endettement élevés, les gouvernements de tous les paliers mettront l'accent sur la réduction de leurs dépenses. Il leur sera donc difficile d'aider substantiellement le secteur manufacturier à court terme. Ainsi, bien que le taux d'imposition des sociétés soit beaucoup plus faible au Canada qu'aux États-Unis (35 %), il n'est pas certain que cet avantage persistera. En effet, le gouvernement américain envisage de réduire son taux d'imposition des sociétés, tandis que cer-

taines provinces canadiennes pourraient augmenter le leur.

### **La compétitivité sera déterminante pour le secteur**

En conclusion, le secteur manufacturier canadien est soumis à de fortes pressions concurrentielles et doit investir dans des méthodes et des technologies novatrices afin d'accroître la productivité et réduire les coûts unitaires de main-d'œuvre. Nous croyons que le secteur poursuivra le redressement qu'il a amorcé après la baisse cyclique et que les sous-secteurs de la machinerie, de l'automobile et pièces d'automobile et des produits et matériel informatiques continueront d'afficher de solides gains. Toutefois, le rythme de la croissance sera restreint. Nous prévoyons que la production manufacturière augmentera de 3-4 % cette année et l'an prochain, de sorte que la part du secteur dans la

production totale ne devrait pas dépasser le niveau de 14 % qu'elle affichait tout juste à la récession et encore moins revenir au niveau de 18 % observé il y a 10 ans. L'emploi dans le secteur ne devrait pas, lui non plus, remonter à ses niveaux d'avant la récession. Cependant, comme les gains d'emplois ont été faibles jusqu'ici au cours de la reprise, le secteur devrait contribuer à la croissance de l'emploi total dans les deux prochaines années, car les manufacturiers sont de plus en plus disposés à accroître leurs activités et à embaucher, compte tenu du contexte économique. Le nombre d'emplois dans le secteur manufacturier devrait représenter entre 10 % et 11 % du nombre d'emplois total au pays au cours de la période de prévision.

*Dina Cover  
Économiste  
416-982-2555*

---

### **Références**

1. Terence Corcoran, « Labour loses its advantage » <http://opinion.financialpost.com/2012/02/08/terence-corcoran-labour-loses-its-advantage/>

Le présent rapport est fourni par les Services économiques TD. Il est produit à titre informatif seulement et peut ne pas convenir à d'autres fins. Il ne vise pas à communiquer de renseignements importants sur les affaires du Groupe Banque TD, et les membres des Services économiques TD ne sont pas des porte-parole du Groupe Banque TD en ce qui concerne les affaires de celui-ci. L'information contenue dans le rapport provient de sources jugées fiables, mais son exactitude et son exhaustivité ne sont pas garanties. De plus, le rapport contient des analyses et des opinions portant sur l'économie, notamment au sujet du rendement économique et financier à venir. Par ailleurs, ces analyses et opinions reposent sur certaines hypothèses et d'autres facteurs et sont sujettes à des risques inhérents et à une incertitude. Les résultats réels pourraient être très différents. La Banque Toronto-Dominion ainsi que ses sociétés affiliées et divisions apparentées qui constituent le Groupe Banque TD ne peuvent être tenues responsables des erreurs ou omissions que pourraient contenir l'information, les analyses ou les opinions comprises dans ce rapport, ni des pertes ou dommages subis.